

## Pour une journée de la Résistance le 27 mai

Le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance a été bien célébré à V. Vauzelles. L'exposition Jean Moulin a été présentée pendant 10 jours dans le hall de la Mairie. La pièce de théâtre "Premier combat" a évoqué l'arrivée des Allemands à Chartres où Jean Moulin était Préfet. Il a refusé de signer un document soumis par les envahisseurs qui accusait faussement des tirailleurs Sénégalais de viols sur des femmes Françaises. Emprisonné, craignant de céder sous la torture, il tente de se suicider. Il raconte les événements, alors qu'il est enfermé avec un tirailleur. Une interprétation d'un grand réalisme qui aurait mérité un plus large public.

Le 27 mai, Serge Petit membre du bureau de l'ANACR exprima devant le monument le besoin et l'utilité qu'une journée nationale de la Résistance soit enfin votée par l'Assemblée Nationale. Marcel Henry a dédié son livre de souvenirs, sur lequel nous reviendrons. Le Maire était représenté par Olivier Sicot Premier Adjoint. Jean Marc Ragobert président départemental de l'ANACR était présent, après les cérémonies dans la ville Préfecture.

### 13 juin : actions diverses

Les syndicalistes dont la CGT appellent à l'action les salariés et divers secteurs le 13 juin notamment les cheminots.

Pour les postiers, rendez-vous est donné devant la Direction "Enseigne" à Fourchambault à 11 h pour un rassemblement.



LE MOUVEMENT DE LA PAIX

**NON à la livraison d'armes en Syrie !**  
**OUI à l'action pour une issue politique au conflit !**

Devant la complexité de la situation en Syrie,

- pour ne pas exacerber la militarisation du conflit,
- pour ne pas favoriser l'éclatement du pays,
- pour ne pas augmenter le nombre de victimes (94 000 morts selon l'observatoire syrien des droits de l'homme)
- pour ne pas priver le peuple syrien de son droit à disposer de lui-même, ni de son droit à revendiquer pacifiquement

Exigeons ensemble que le gouvernement français mette tout en œuvre pour assurer le succès de la conférence de « Genève 2 » en juin, et ne livre pas d'armes en Syrie !

Nom - Prénom : .....

Adresse : .....

À retourner aux Nouvelles de la Nièvre

## Conseil Général : Propositions de Pascal Reuillard pour le plan "Forêts – Bois" dans la Nièvre.

Au Conseil Général le 27 mai, Pascal Reuillard est intervenu, déclarant : « Nous pouvons nous réjouir des actions menées en faveur de la filière bois dans notre département. Il en va d'enjeux environnementaux, économiques et sociaux. Néanmoins, l'action des élus ne peut trouver pleinement son efficacité que dans un cadre national qui doit évoluer. La première chose serait de renforcer les moyens de l'Office National des Forêts. L'O.N.F. a déjà perdu 25% de ses effectifs et 700 autres suppressions seraient programmées entre 2012 et 2016. (...) **Nous ne pourrions agir durablement sans un grand service public de la forêt et nous devons nous mobiliser autour de l'ONF.**

Le deuxième élément concerne le **problème de morcellement des parcelles**. L'aide financière accordée par notre collectivité peut permettre de stimuler des regroupements pertinents. Néanmoins, les propriétaires restent encore seuls maîtres de leurs ventes. La loi devrait étendre le droit de préemption des SAFER aux parcelles boisées mais aussi conférer aux communes des droits de préemption afin de mettre un terme à une spéculation qui dépossède les acteurs locaux. Cela implique qu'à chaque vente, les communes et les SAFER soient informées. »

Il aborde encore le projet « Erscia » et réitère la demande de table ronde exprimée par les élus Communistes et Républicains.

Il poursuit : « Nous voyons bien que le développement de la filière bois passe par un engagement fort du Conseil Général et, à ce titre, je trouve que l'échelon départemental est pertinent puisqu'il permet de fédérer des acteurs locaux à partir de notre connaissance du terrain. **Le département est bien un échelon de proximité qu'il faut préserver.**

Nous devons être offensifs sur les questions liées à la recherche. **Peut-être devrions-nous avoir un travail plus approfondi avec des structures comme l'ISAT (Institut Supérieur de l'Automobile et des Transports).** La recherche laisse entrevoir de nombreuses perspectives de développement économique avec la création de nombreux emplois pour les nivernais et les nivernais. L'enjeu est aussi environnemental, surtout à l'heure où le ciment a fait la preuve de ses effets polluants (...) En définitive, la valorisation du bois nivernais servirait l'intérêt de nos concitoyens si nous ne ferons pas la porte à ce savoir-faire qui n'attend que de se développer.

Nos actions définies dans le Plan "Forêt - Bois" vont y contribuer dès lors qu'elles interviennent sur l'ensemble de nos territoires. » Il propose d'étendre « **les travaux de renforcement et de consolidation des routes pour le transport du bois** », prévues seulement dans le Parc Naturel Régional du Morvan, « à toutes les communes du département. Les forêts de la Nièvre se situent dans tout le département, sans distinction de périmètre. Ne serait-ce que sur mon canton. »

N° 1755 du 7 juin 2013 - Tel 03 86 93 97 99 - Fax 03 86 61 31 91  
Mail : les.nouvelles.nievre@wanadoo.fr - Prix 0.70€

Dispensé de timbrage VARENNES-VAUZELLES PPDC

Pages 2 et 5 :  
Compte-rendu de la marche  
contre l'austérité à Nevers

Page 3 :  
Présentation du débat avec Nicolas  
SANSU, à la Fête de La Plaine le 15 juin.  
Venez dès 18 heures !

Page 4 :  
Le Président de la « C8 » écrit au Ministre  
pour la VFCEA

# Les Nouvelles de la Nièvre

Hebdo départemental du PCF  
10 rue de la Rotonde - 58000 NEVERS

Le site des communistes nivernais : <http://nievre.pcf.fr>



Déposé 05-06-13

## Réussite de la marche contre l'austérité, pour une 6<sup>ème</sup> République à Nevers



### « Cette marche est un appel à la remobilisation. Un appel à reprendre le combat, là où le gouvernement a trop vite renoncé ».

### Continuons à faire signer les pétitions. Et rendez-vous le 15 juin à La Plaine !

Avec plus de 400 personnes à Nevers, à l'appel des composantes locales du Front de Gauche, (sans oublier les quelque 50 autres manifestations dans toute la France) la marche contre l'austérité et pour une 6<sup>ème</sup> République a été réussie.

Des citoyens, des salariés, des syndicalistes, des militants des partis du Front de Gauche (avec de nombreux communistes), mais aussi plusieurs militants socialistes et écologistes, l'ambiance était joyeuse en cet après midi ensoleillé. Musique, slogans ont ponctué le parcours d'un cortège portant fièrement pancartes, drapeaux, banderoles. Cette marche a été vue et approuvée plus d'une fois par les passants, clients des commerces, attablés des terrasses, promeneurs et touristes de ce samedi piéton.

L'Humanité Dimanche a été vendue pendant la marche. Les pétitions pour la VFCEA et la maternité de Decize ont été proposées par les communistes, des dizaines de signatures recueillies, des contacts nouveaux établis avec des gens intéressés par cette démarche positive, offensive, constructive, utile à toute la gauche.

François DIOT, secrétaire départemental du PCF : « Ensemble, dans notre diversité d'engagements politiques, syndicaux ou associatifs, ensemble, un an après la victoire si chèrement gagnée sur N. Sarkozy, ensemble, nous reprenons la marche en avant de la gauche. Une année gâchée pour le chan-

gement, c'est déjà trop ! Trop dur pour les nivernais et les nivernais, qui sont 14 000 inscrits à Pôle Emploi toutes catégories confondues, 9 300 en catégorie A. Trop dangereux pour la Nièvre, qui a perdu 5000 emplois depuis 2008 soit plus de 10% des emplois nivernais ! Nous n'acceptons pas de nous rallier à l'idéologie de la défaite face aux forces de l'argent.

Nous l'avions dit : céder à la finance, même un tout petit peu, c'est mettre le doigt dans un engrenage infernal. La vie nous a donné raison. L'austérité entraîne le chômage qui entraîne la récession qui entraîne à nouveau de l'austérité (...) Nous ne nous laisserons pas



faire ! Nous sommes tous grecs, italiens, espagnols, portugais, irlandais, belges, allemands, immigrés poussés par la misère. Nous sommes tous des travailleurs. Notre ennemi n'est pas de l'autre côté de la frontière. Nous n'avons qu'un ennemi (et lui ne connaît pas de frontière) : c'est la finance !

François Diot devant la Préfecture

Suite page 2

## Suite de la page 1

### Notre marche citoyenne, c'est la marche des solutions à la crise, la marche des solutions de gauche.

Et c'est un appel à la 6<sup>ème</sup> République en actes. La démocratie, c'est le respect des choix majoritaires de notre peuple, et la France a voté il y a un an pour un changement à gauche, et rien d'autre !

C'est pourquoi, tous ensemble, citoyens de gauche, nous qui avons fait cette victoire, dans la diversité de nos sensibilités politiques, nous reprenons le chemin, truelle à la main, pour reconstruire cette fois des fondations solides pour le redressement de la France. Chaque combat que nous allons mener comptera. Car la droite et l'extrême-droite rêvent de revanche.

### Nous n'allons pas leur laisser le terrain libre.

Dans les jours et les semaines qui viennent, nous allons nous revoir, par exemple pour gagner la réouverture de la maternité de Decize, suspendue depuis 3 longues années. Et pour gagner l'électrification de la ligne SNCF Nevers-Chagny, deux exigences locales bien présentes dans la marche d'aujourd'hui.

C'est ainsi que nous reprendrons, ensemble, la marche en avant de la gauche, celle qui clame avec nous: « la finance dehors, l'humain d'abord ! ».

### Avant la marche place Carnot, 4 citoyens se sont exprimés :



**Cédric Gailliard**, sidérurgiste à Imphy, militant syndical : « Si je suis là aujourd'hui, c'est pour exprimer le désarroi d'une grande majorité de salarié-es, qui se sont battus pour se débarrasser de N. Sarkozy, et qui espéraient autre chose de cette première année de la gauche arrivée au pouvoir. Un an

après, le compte n'y est pas ! **Ce que nous attendons de la gauche**, c'est qu'elle augmente le SMIC et les salaires ! C'est qu'elle interdise les licenciements boursiers ! C'est qu'elle encadre la rémunération des grands patrons ! C'est qu'elle donne de nouveaux droits pour les salariés dans la gestion des entreprises ! C'est qu'elle taxe enfin le capital au même niveau que le travail ! C'est qu'elle n'hésite pas à nationaliser des secteurs économiques stratégiques comme la sidérurgie quand ils sont mis en danger par les logiques financières et spéculatives ! C'est qu'elle fasse le choix du service public pour l'eau, l'énergie, l'école, la santé, la culture ! Vous le voyez, M. Hollande, nous ne manquons pas d'idées. Nous sommes prêts à vous aider pour les mettre en œuvre »

**Isabelle Thillier**, adjointe au Maire d'Urzy : « Si je suis là aujourd'hui, en tant qu'élue, c'est parce que **l'austérité, elle touche aussi les collectivités**, et en particulier les communes.



Nos communes sont sorties de ces 5 années étran-gées financièrement.

**Le changement**, qui était tant attendu par les élus locaux, devait **se traduire par une bouffée d'oxygène pour les finances locales**. Or c'est l'inverse qui se produit. C'est moins de services rendus à la population, c'est moins de chantiers publics, c'est moins d'emploi local. L'argent existe. Une seule mesure, la taxation à 0.5% des actifs financiers des entreprises : cela rapporterait 300 à 400 € par habitant, tout en dissuadant la spéculation financière. Quant à la démocratie locale, elle n'a pas besoin d'une énième réforme qui éloigne encore les citoyens de leurs élus. Ce qui se trame, c'est la fin des communes comme espaces de souveraineté populaire et de décision. **Ce qui se trame, c'est la mise en concurrence des territoires. C'est un nouveau charcutage électoral** avec cette réforme aberrante du mode de scrutin pour les cantonales, qui organise encore davantage le bipartisme, alors que dans la Nièvre, à la proportionnelle il y aurait 5 conseillers généraux communistes ! Voilà pourquoi il y a besoin d'une 6<sup>ème</sup> République, avec par exemple **la proportionnelle aux élections, avec la création d'un statut de l' élu, avec l'instauration du droit de vote pour les étrangers aux élections locales**, avec une véritable démocratie participative permettant l'implication citoyenne ! »

**Olivier**, salarié d'une entreprise de services : « Un salaire proche du SMIC, un contrat de 8H00 par semaine, debout à 5H00 du matin, il est difficile de « joindre les deux bouts » dans ces conditions. Cela oblige à faire des choix difficiles pour la vie quotidienne, les courses et bien évidemment pour les loisirs : voilà le quotidien de millions de salariés. Avec les horaires décalés, le week-end et parfois les jours fériés le vie de famille se complique et il est difficile d'avoir une vie sociale. Dans le commerce et les services ou la restauration c'est devenu une règle. Avec le nouveau gouvernement, j'attendais des changements concrets dans ma vie de tous les jours. **Ce que je souhaite, c'est un CDI à temps complet et un salaire correct. C'est possible l'argent existe**, il suffit d'avoir la volonté. »



Suite page 5

## Suite de la page 2



**Dominique Méchin**, enseignante : « En plus des moyens insuffisants pour l'école en particulier pour la réforme des rythmes scolaires, nous ressentons ce sentiment de devoir faire un grand écart entre les prescriptions institutionnelles et la réalité du métier au quotidien. » Elle aborde aussi la question des salaires, le fonctionnement de l'école, alors que **l'objectif devrait être celui de la réussite de tous les enfants**.

**Jean Paul Nègre**, co-secrétaire départemental du Parti de Gauche : « Le peuple de gauche est perdu et révolté. Il avait cru élire un Président de Gauche, et pourtant c'est la même politique libérale qui continue, avec les atteintes aux intérêts des couches populaires et aux droits des travailleurs. Comme l'a dit Jean-Luc Mélenchon à La Bastille le 5 mai, « le compte n'y est pas » ! **Un changement de cap s'impose**.



Ils voudraient nous faire croire qu'il n'y a qu'une seule politique possible. C'est l'abdication de la noblesse de la politique, car il y a toujours plusieurs solutions, et ces diverses politiques possibles, ce sont les intérêts des classes en lutte qui les déterminent. La lutte de classe n'est pas une croyance mais une réalité. C'est la caste des super riches qui domine le monde occidental. Où est-il le candidat qui voulait menait le combat contre la finance !

Nous attendons **un sursaut** des militants et sympathisants qui sont restés socialistes face à la nature du parti dominant devenu globalement social libéral assumé et fier de l'être. Nous attendons que les bouches au PS et aussi à EELV s'ouvrent pour contester cette politique et que les actes suivent. L'austérité demandée par le FMI et l'Union européenne n'est pas la solution, mais le problème ! Une autre politique est possible, celle d'un Front de Gauche élargi aux vrais socialistes, aux écologistes, à l'extrême gauche et aussi aux républicains progressistes. Bref nous nous adressons à tous ceux qui veulent la République sociale chère à Jaurès, une 6<sup>ème</sup> République à l'opposé de cette 5<sup>ème</sup> république antidémocratique, pour aboutir à un nouveau Front Populaire. A travers les luttes sociales, et celle des retraites à l'automne sera déterminante, à travers les luttes politiques et aussi dans les urnes, nous ferons une révolution citoyenne pacifique et démocratique que nous appelons de nos vœux, conforme à notre histoire. C'est seulement ainsi qu'on pourra battre la droite et l'extrême droite. Un autre monde est possible ! »



**Thibault Gourdet** représentant la Gauche Unitaire, composante du Front de Gauche, exprima lui aussi le mécontentement face à la politique actuelle, et les difficultés des jeunes, en particulier les étudiants. Il revint sur les conséquences de la loi LRU, et invita les salariés à se mobiliser pour gagner de nouveaux droits notamment dans l'entreprise et à construire une 6<sup>ème</sup> République.



*De nombreux élus communistes et Républicains, en écharpe, avaient répondu à l'appel, parmi lesquels Jean-Paul Pinaud, Pascal Reuillard, Christian Lebatteur, Didier Bourotte, Olivier Sicot, Claude Picq, Serge Fresneau, Bernard Daguin, Guy Amiot, Eric Auxerre...*



## GARCHIZY : mardi 11 juin

Quelle politique d'aménagement de notre ville pour y vivre bien ensemble.

**Un des 9 moments d'échanges « pour écrire ensemble un projet pour notre ville »**

à l'invitation de **Jean Paul Pinaud, Maire**

**Salle de l'Entre Fêtes, à 18 h 30**

## VFCEA : le Président de la Conférence des 8 régions du Bassin Parisien écrit au Ministre

Au nom de la « C8 » (représentant les Présidents des Régions Ile de France, Haute Normandie, Basse Normandie, Picardie, Bourgogne, Centre, Champagne Ardenne et Pays de Loire), Alain Le Vern (Sénateur et Président de la Région Haute Normandie) s'est adressé par courrier au Ministre des Transports. Rappelant que « la démarche collective engagée par les 8 régions du Bassin Parisien a permis l'inscription, le 18 décembre dernier par la Commission Transports et Tourisme du Parlement Européen, de l'axe Tours-Dijon dans le réseau Central », il s'inquiète « des informations portées à (ma) connaissance faisant apparaître que ce tronçon Tours-Dijon pourrait in fine ne pas y figurer ».

Or « l'inscription de cette section, en déplaçant vers l'ouest européen le RTE-T, permet une meilleure connexion des ports de l'Atlantique/Manche au réseau européen, condition d'un rééquilibrage des trafics situés sur un axe Nord-Sud bénéficiant essentiellement aux ports de Rotterdam et d'Anvers » (...) « D'autre part, cette liaison permettrait de développer et fluidifier le trafic fret, en répondant aux impératifs mis en avant par le Parlement Européen en termes d'efficacité du réseau, de réduction des goulets d'étranglement, de durabilité avec une diminution importante des émissions de CO<sub>2</sub> et de cohésion économique et territoriale ».

Dans le même esprit, François Patriat, Président de la Région Bourgogne, s'est également adressé à Frédéric Cuvillier.

Rappelant dans un premier temps la liste des collectivités qui ont donné à RFF un accord de principe pour financer les études préliminaires, il démontre « l'intérêt général et partagé d'une telle infrastructure » (...) « Alors que l'Etat a cofinancé l'électrification la ligne de Bourges à Nevers, ce hiatus de 160 km permettrait, s'il était modernisé, de créer une transversale de 1000 km, offrant un débouché au grand port atlantique de Nantes vers l'Est, et au triage de Dijon, premier triage pour les opérateurs fret Europorte et EuroCargo-Rail vers l'Ouest ; il n'existe pas aujourd'hui de transversale performante dans notre pays entre la ceinture sud de Paris et la ligne Bordeaux-Marseille, soit 700 km de vide ! (...) Enfin, en attendant de réalisation de projets de LGV, la VFCEA permettrait un gain de temps de 10 minutes pour les TGV Lyon/Strasbourg, et d'une heure pour les relations Lyon/Nevers, Bourges et Vierzon (...) En outre, la VFCEA permettrait de phaser le projet de TGV POCL en réalisant une partie initiale Paris-Nevers et, grâce à l'électrification Nevers-Montchanin, la création d'emblée de TGC transversaux d'orientation Nantes-Orléans-Lyon-Marseille... autant d'éléments que F. Patriat juge « en parfaite cohérence avec la lettre de mission communiquée à la commission Mobilité 21 ».

Il conclut en rappelant les engagements pris par le Ministre lors du débat au Parlement Européen avec les rapporteurs de l'amendement visant à inclure la VFCEA au réseau « Cœur » du RTE-T.

De son côté, Jean-Paul PINAUD, Président de l'Association pour la réalisation de la VFCEA, s'est également adressé au Ministre en souhaitant qu'il « apporte à l'association des assurances sur la position de l'Etat dans ce dossier », et en comptant « sur une position favorable à son inscription comme projet prioritaire du SNIT ».

**Le Conseil Municipal de La Charité adopte à l'unanimité la motion pour la VFCEA adressée au Ministre**

Lundi dernier lors du Conseil Municipal, le Sénateur - Maire de La Charité a fait adopter à l'unanimité la motion en faveur de la VFCEA, adressée au Ministre des Transports. Proposée par Claude Picq au nom du groupe des Elus Communistes et Républicains, la motion reprend le texte de la carte-pétition.

**La Communauté d'Agglomération de Nevers se prononce également pour l'inscription de la VFCEA en priorité n°1**

De même, ce vendredi soir, la Communauté d'Agglomération de Nevers (ADN) a adopté la motion proposée par les élus communautaires communistes et apparentés.

Amis lecteurs, ces démarches montrent que les enjeux de la réalisation de la VFCEA sont aujourd'hui très largement partagés, au-delà des seuls élu-es communistes qui en sont à l'origine. Tant mieux ! Raison de plus pour continuer à « mettre la pression », en faisant signer dans le maximum de collectivités la motion proposée par l'Association VFCEA, et en faisant signer massivement la carte-pétition. On ne peut pas échouer si près du but ! Il y a urgence. Avec le retour du beau temps, **organisez des opérations de signature, et transmettez des centaines de cartes-pétitions à la Fédération, qui fera suivre !**



**Aux Ateliers :** Jean-Claude Denègre, après l'initiative qui a recueilli **450 signatures** à la porte des Ateliers SNCF de V. Vauzelles, nous rapporte « le très bon accueil des cheminots pour la carte pétition. Nombre d'entre eux ont dit leur surprise que le gouvernement ne tienne pas ses engagements concernant l'électrification de Nevers-Chagny.

Quelques-uns ont même souhaité le retour d'un Ministre communiste aux Transports ! »

À l'invitation de la  
Fédération du PCF  
Samedi 15 juin  
La Plaine  
à V. Vauzelles



« Mon ennemi, c'est la finance ! » déclarait François Hollande lors de son célèbre discours du Bourget, en pleine campagne Présidentielle.

Un an après, où en est-on ? Apparemment « l'ennemi » se porte bien... Et pour cause !

► Est-ce que c'est en renonçant à l'interdiction des licenciements boursiers, en refusant l'amnistie des syndicalistes, en reculant sur l'encadrement des rémunérations des grands patrons... qu'on combat la finance ?

► Est-ce que c'est en accordant sans contrepartie 20 milliards de cadeaux supplémentaires aux entreprises pour « baisser le coût du travail »... qu'on combat la finance ?

► Est-ce que c'est en réduisant les droits des salariés et en affaiblissant le Code du Travail grâce à cet « Accord National Interprofessionnel » écrit sous la dictée du MEDEF... qu'on combat la finance ?

► Est-ce que c'est en entérinant, malgré les promesses de renégociation, le Traité budgétaire européen « Sarkozy-Merkel »... qu'on combat la finance, qu'on sort de la crise et de la récession ?

Bien sûr que non... « **s'attaquer à la finance** », cela suppose du courage, de la volonté politique, et des actes !

## Repas musical à partir de 20 h 30

Renseignements et inscriptions (nécessaires) au 03 86 93 97 97 ou auprès des militants communistes

## à 18 h, débat citoyen :

Un an après...  
où en est le « changement » ?  
**L'ennemi, c'est toujours la finance !**

avec **Nicolas SANSU**,  
Député PCF-FdG du Cher, Maire de Vierzon,  
membre de la commission permanente des Finances  
à l'Assemblée Nationale

Pour cela, **les parlementaires communistes sont porteurs de nombreuses propositions** qu'ils défendent à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

► la lutte déterminée contre l'évasion fiscale grâce aux 61 propositions du rapport parlementaire d'Eric BOCQUET, sénateur PCF du Nord (rapport laissé dans les tiroirs depuis un an !)

► une grande réforme fiscale pour améliorer la progressivité de l'impôt, pour taxer les revenus du capital au même niveau que ceux du travail ;

► la création d'un grand pôle public bancaire pour orienter l'argent vers la création de richesses utiles plutôt que vers la spéculation ;

► Le renforcement des droits des salarié-es dans les entreprises, et des pouvoirs d'intervention dans la stratégie des grands groupes ;

► Le refus de l'austérité généralisée en France et en Europe, grâce notamment au changement du rôle de la Banque Centrale Européenne...

Voilà des mesures efficaces qui permettraient de « **mettre la finance au pas** », M. Hollande... Elles sont à votre disposition !

Comment agir et faire grandir le rapport de forces pour gagner leur mise en œuvre ?

Discutons-en, débattons-en.  
Venez exprimer votre avis,  
vos besoins, vos attentes !